

Les enseignants « pas convaincus » par le déminage gouvernemental

Édouard Philippe et Jean-Michel Blanquer sont allés à la rencontre de profs dans un lycée de Nancy, vendredi. Sans grand succès...

« Vous parlez pendant dix minutes, et nous, on a à peine trente secondes... C'est pas un débat, ça, c'est un monologue ! »

Voilà comment a été interpellé le premier ministre, vendredi, dans le gymnase d'un lycée de Nancy, par l'un des enseignants présents. Le chef du gouvernement était venu en personne, en compagnie du ministre Jean-Michel Blanquer, pour tenter d'apaiser la colère des personnels de l'éducation nationale, bien conscients d'être les grands perdants de la réforme. Les discussions pour revaloriser leur rémunération constituent une « opportunité pour les enseignants », a tenté de rassurer Édouard Philippe, précisant : « Il faut une loi de programmation pluriannuelle qui fixe des marches progressives » dans cette revalorisation, laquelle pourrait se faire en « une dizaine d'années ». Il a aussi confirmé au passage que l'effort nécessaire pour compenser

la baisse des pensions était « à peu près de l'ordre » de 10 milliards d'euros.

Ça, les enseignants le savaient. Un certain Emmanuel Macron avait déjà lâché ce chiffre, à Rodez, le 3 octobre, ajoutant qu'il serait... irresponsable de procéder à une telle augmentation : « Je ne vais pas revaloriser demain. C'est vos impôts ! » expliquait-il alors. Qui croire ?

« La revalorisation, nous la ferons, et ce sera vérifiable dans six mois, après la négociation avec les syndicats. Et vous verrez les résultats dans un, deux, trois ans », a avancé Jean-Michel Blanquer. Plus tôt dans la journée, le ministre avait commencé à recevoir les représentants syndicaux. Des entrevues prévues pour durer jusqu'à ce lundi soir. « C'était une réunion dense et franche, comme nous aurions dû en avoir depuis des mois » mais « il nous manque encore des précisions et nous maintenons notre appel à la mobilisation mardi », a expliqué à l'AFP Stéphane Crochet, le secrétaire général du SE-Unsa (syndicat des enseignants). Selon ce dernier, Jean-Michel Blanquer aurait promis de

donner aux syndicats, « dès début janvier », « une simulation portant sur une centaine de cas types » de futurs retraités enseignants.

Le ministre a aussi rappelé que ces négociations devaient permettre « de repenser » le métier. En clair, de revoir le temps de travail des profs. « Discuter du métier d'enseignant n'est pas vraiment le sujet de cette réforme, le sujet qui en découle est que les profs sont mal payés, un point c'est tout », a réagi le président du Snalc (Syndicat national des lycées et collèges), Jean-Rémi Girard. « Ce qui nous inquiète, c'est (qu'on nous amène à)

Les syndicats appellent plus que jamais à se mobiliser ce mardi.

travailler plus sans gagner plus, alors que nous travaillons déjà vingt jours sur l'ensemble de nos vacances », fait remarquer Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU. « Nous continuerons à mettre nos forces dans cette bataille d'ampleur » car « la retraite est un droit à la vie, pas à la survie », a aussi déclaré Benoît Teste, vendredi, lors de son premier discours en tant que secrétaire général de la FSU. ●

ALEXANDRE FACHE



La revalorisation des rémunérations des enseignants pourrait prendre « une dizaine d'années », a annoncé le premier ministre à des professeurs nancéens, vendredi. J.-C. Verhaegen/AFP